

DES DROITS POUR LES PEUPLES, DES RÉGLES POUR LES MULTINATIONALES

L'Union européenne doit agir contre l'impunité des multinationales

À ce jour, aucun traité international ne contraint les grandes entreprises à respecter les droits humains et l'environnement. Que ce soit pour les populations amazoniennes affectées par l'exploitation de pétrole par la société Chevron ou les ouvrier-e-s de l'habillement tué-e-s dans l'effondrement de l'immeuble du Rana Plaza au Bangladesh, rien n'oblige légalement les multinationales à rendre des comptes. **Dans le même temps, elles bénéficient de tribunaux privés d'arbitrage qui leur permettent de porter plainte contre les États si elles considèrent qu'ils menacent leurs intérêts.**

Il est temps de mettre un terme à cette impunité ! En 2019, d'importantes négociations ont lieu aux niveaux européen et international, qui pourraient permettre de mieux protéger les intérêts des populations face à ceux des multinationales : l'Union européenne doit **mettre fin aux tribunaux d'arbitrage** en refusant la signature de nouveaux accords commerciaux et **soutenir les négociation pour un traité à l'ONU** qui rendrait responsables les multinationales pour les atteintes aux droits humains et à l'environnement qu'elles provoquent dans le monde.

150 organisations de toute l'Europe ont lancé la campagne « Des droits pour les peuples, des règles pour les multinationales ». **C'est le moment de soutenir ces initiatives et de faire pression auprès des décideurs politiques !**

**REJOIGNEZ
LES 670 000 CITOYEN-NE-S
EUROPÉEN-NE-S
EN SIGNANT LA PÉTITION SUR :
[HTTPS://STOPIMPUNITE.FR/SIGNEZ-
MAINTENANT](https://stopimpunite.fr/signez-maintenant)**

Suivez le **#stopimpunite** sur les réseaux sociaux



DES DROITS POUR LES PEUPLES, DES RÉGLES POUR LES MULTINATIONALES

L'Union européenne doit agir contre l'impunité des multinationales

À ce jour, aucun traité international ne contraint les grandes entreprises à respecter les droits humains et l'environnement. Que ce soit pour les populations amazoniennes affectées par l'exploitation de pétrole par la société Chevron ou les ouvrier-e-s de l'habillement tué-e-s dans l'effondrement de l'immeuble du Rana Plaza au Bangladesh, rien n'oblige légalement les multinationales à rendre des comptes. **Dans le même temps, elles bénéficient de tribunaux privés d'arbitrage qui leur permettent de porter plainte contre les États si elles considèrent qu'ils menacent leurs intérêts.**

Il est temps de mettre un terme à cette impunité ! En 2019, d'importantes négociations ont lieu aux niveaux européen et international, qui pourraient permettre de mieux protéger les intérêts des populations face à ceux des multinationales : l'Union européenne doit **mettre fin aux tribunaux d'arbitrage** en refusant la signature de nouveaux accords commerciaux et **soutenir les négociation pour un traité à l'ONU** qui rendrait responsables les multinationales pour les atteintes aux droits humains et à l'environnement qu'elles provoquent dans le monde.

150 organisations de toute l'Europe ont lancé la campagne « Des droits pour les peuples, des règles pour les multinationales ». **C'est le moment de soutenir ces initiatives et de faire pression auprès des décideurs politiques !**

**REJOIGNEZ
LES 670 000 CITOYEN-NE-S
EUROPÉEN-NE-S
EN SIGNANT LA PÉTITION SUR :
[HTTPS://STOPIMPUNITE.FR/SIGNEZ-
MAINTENANT](https://stopimpunite.fr/signez-maintenant)**

Suivez le **#stopimpunite** sur les réseaux sociaux

